

# L'OBSERVATEUR.

JOURNAL CRITIQUE.

J'observe tout ; j'appuie le bon ; je combats le mauvais, et je dis, en riant, à chacun la vérité.

VOL. I.

QUEBEC, 14 JUILLET 1858.

No. 14.

— Nous prévenons nos abonnés et le public, que M. Joseph LAOUCHE est autorisé à recevoir les sommes dues à cet établissement et d'en donner quittance.

Nos abonnés qui ne recevraient pas "L'Observateur" sont priés de nous avvertir.

On a besoin pour ce journal d'agents actifs à la campagne.

— Un accident survenu à notre presse nous a mis dans la nécessité de ne publier notre feuille qu'aujourd'hui.

Avec le présent numéro, le second trimestre devient dû par les abonnés de l'Observateur. Jugeant l'avenir par le passé, nous espérons que nos abonnés ne tarderont pas à placer entre les mains de notre agent, la modique somme que nous exigeons, d'avance, à chaque trimestre. Nous profiterons de cette circonstance pour renouveler, à nos abonnés, nos sincères remerciements pour l'encouragement qu'ils ont bien voulu nous accorder. Comme cet encouragement nous est donné, nous en sommes certain, à cause de l'impartialité de nos écrits, nous assurons que la même justice nous guidera encore. Ceux que blesseront nos écrits trouveront toujours en nous, comme par le passé, un écrivain prêt à rétracter, en tout temps, ce qu'il aura avancé, dès qu'on lui fournira la preuve de son erreur. Quand à ceux qui, justement châtiés par nos écrits, sont trop vils et trop lâches pour venir nous demander justice dans notre journal ; qu'ils continuent à répandre sur nous les ordures dont ils sont convertis. Nous répondrons aux hommes, jamais à la canaille.

A bon entendeur, salut.

Beaucoup de nos abonnés nous font demander de publier notre journal deux fois par semaine et d'augmenter le prix de l'abonnement. Nous croyons qu'il serait peu prudent d'élever, maintenant, la souscription. Cependant nous allons demander l'opinion de nos abonnés, et s'ils sont tous de cet avis, nous nous conformerons à leur désir.

Il y a dans la vie des peuples comme dans celle des individus des moments d'inquiétante surexcitation. Pour cette nuée de fripons et d'agioteurs qui se repaissent des

malheurs du peuple ; c'est le pays qui tombe en ruine, c'est le moment favorable de faire fortune ; pour le citoyen intègre, c'est le présent obscur qui cache un avenir radieux. Il n'en faut point douter, la crise actuelle cache une ère de prospérité, seulement la transition sera terrible ; il faudra peut-être des années pour l'atteindre. Ceux qui devraient l'adoucir, la rendent presque impossible. Grâce au ministère actuel, la position rendue, déjà, si difficile par les fraudes extraordinaires de Hincks et compagnie, est devenue effrayante sous la conduite de M. Cayley. L'abîme était ouvert, il s'est agrandi, comment le franchirons-nous ? Voilà la question. Tout prouve que des hommes de la trempe d'un Cartier, d'un Cayley et d'un Alvey, pousseront le pays au fond du gouffre, plutôt que de céder leurs places à d'autres plus capables et surtout plus honnêtes. Ils ne se cramponnent si fortement au pouvoir que pour rendre la position impossible à leurs successeurs ! L'égoïsme les guide ! Quand ils auront placé le pays dans une position, à leur avis, irrémédiable, ils l'abandonneront à son sort. Riches de leurs vols publics, et joyeux de croire leurs adversaires incapables de réparer le mal, ils iront savourer dans des sinécures créées pour eux, le plaisir de voir souffrir le pays. On dirait qu'en acceptant leurs portefeuilles, les ministres sont devenus des bêtes féroces ! Mais leur joie sera courte ; il n'est point de position si critique qu'elle soit, qui ne puisse être améliorée. Ce qui aura été fait pour ne produire que du mal, tournera en bien. MM. Cartier, Cayley et compagnie ne sont pas seuls ; il faut se rappeler que l'opposition a des hommes aussi déterminés à sauver le pays, que la gent ministérielle en possède qui ne veulent que sa ruine. Il faut se rappeler encore, que chaque coup porté à la prospérité publique, par l'administration actuelle, fait tomber un de ses défenseurs : le ministère est honteux !

Naguère, quand on a vu une multitude affamée et sans emploi venir lui demander du pain, il a refusé ; au instant, on a craint une émeute ; cependant rien de semblable n'était à craindre. Cette foule qui demandait l'aumône du travail, bien que composée d'ouvriers inconnus à la misère, était capable d'endurer, pour quelque temps, du moins, les privations de toutes

sortes ; mais aujourd'hui, c'est différent ; parmi ceux qui ont joué la comédie des longues bourses, beaucoup, par malheur, n'en ont plus même, des petites ! Ce sont ces gens là qui crieront, et qui feront crier les victimes de l'an dernier ! Ce sont les nouvelles victimes qui pousseront les anciennes ! Pourquoi ? Parce qu'elles sont frappées à l'endroit le plus sensible : au cœur ! Tant qu'elles ont vu souffrir, elles n'en sentaient point battre ; à présent qu'elles souffrent, elles sont, à leur tour, devenues *fuctuosus* ! Qu'on y prenne garde ! la crise actuelle contient un volcan ; si l'on parvient à l'éviter, la transition s'opère autrement, gare à l'incendie !

Le comité des privilèges et des élections vient d'adresser à chaque représentant une série de questions pour connaître de quelle manière ont été faites les dernières élections en Canada. Nous saurons, sous peu, quels moyens dégradants ont employé, pour se faire élire, la majorité des représentants actuels !

Le *Courrier du Canada* ne trouve pas ces questions convenables ! Il ne comprend point comment on ose forcer le gent ministérielle à faire des aveux aussi déshonorants !

Hélas ! le valet craint pour ses maîtres !

Le boulevard que la Corporation se propose de faire et dont les plans sont déjà terminés, préoccupe vivement les citoyens. Les uns veulent, à tout prix, qu'il soit fait ; les autres n'en désirent l'exécution que dans un temps plus prospère. Quand on représente aux premiers que les finances municipales sont épuisées, que pour accomplir un travail aussi coûteux il faudra taxer énormément les propriétés ; ils font réponse : Jusqu'à présent la Corporation a gaspillé les deniers publics pour embellir les autres quartiers de la cité, il faut maintenant que l'argent soit gaspillé dans le quartier Saint-Jean ! Certe, nous admettons que l'argent public a été gaspillé, qu'il l'est encore et le sera toujours tant que les citoyens ne s'opposent pas à ce gaspillage. S'il faut suivre le même système, c'est-à-dire prélever impôts sur impôts afin de pouvoir orner la ville, un boulevard sera l'affaire ; il faut le commencer et..... le finir ! Mais si l'on veut donner à la ville